

DECLARATION DES ELUS CFDT AU CE DU 24 AVRIL 2008

Vous avez convoqué les élus du comité d'établissement ce jeudi, nous avons remarqué une nouvelle fois que vous faites appel à un recours à l'intérim et le moins que l'on puisse dire c'est que « vous n'y allez pas avec le dos de la cuillère ». Nous souhaitons que ce point soit abordé sérieusement et que vous nous présentiez d'abord vos perspectives d'embauches de directs et indirects. Dans le secteur de DISQ par exemple, il nous semble indispensable de faire un effort particulier en terme de renforcement des compétences dans le métier de prototypiste. Il nous paraît indispensable de se pencher sur des possibilités hors production, notamment dans les domaines de la logistique et des méthodes.. On aimerait également savoir pourquoi vous envisagez le recrutement de deux intérimaires aux chenilles.

Au sujet de la production, nous souhaiterions avoir des précisions quant au déroulement du programme VBCI, les évolutions envisagées, les difficultés rencontrées et les perspectives de marché dont le contrat FRES. Nous voulons avoir également des explications sur les difficultés techniques actuellement rencontrées notamment sur le VBCI et le CAESAR.

Concernant le point 6 de l'ordre du jour, information sur le rapport annuel du service de santé au travail pour 2007, le constat est clair et les conclusions du médecin du travail rejoignent fortement les appréciations des élus CFDT. Alors que les salariés pensaient être sortis de la phase difficile avec la fin du plan, la Direction en mettant en place ses filiales et en dénonçant tous les accords a remis de « l'huile sur le feu » et encore une fois, ce sont les salariés qui en font les frais. On peut rajouter que les salariés qui viennent de loin sont encore plus éprouvés que les autres comme en témoigne l'étude santé réalisée par le médecin du travail. Alors 218 jours de travail annuel, c'est inconcevable ! Tout comme l'augmentation des horaires pour les salariés postés alors que nous sommes en pleine négociation nationale sur la pénibilité. Les salariés ont fait les efforts nécessaires pour relever l'entreprise ils attendent une autre considération que celle pratiquée par la Direction et notamment son PDG. Ils attendent un juste retour de leur investissement par une réelle ouverture des négociations et l'organisation du travail et non pas un simulacre d'ouverture. Ils attendent également des avancées significatives en terme de déroulement de carrière et une augmentation de leur pouvoir d'achat par le biais d'une politique salariale réelle avec, pour une fois, des augmentations générales.

Les salariés ont démontré qu'ils étaient capables de se remettre en question. Le PDG est-il capable d'en faire de même, une fois dans sa carrière et ne pas jouer continuellement dans la provocation ?